

Travail – son utilité sociale

Respectable Loge, La Parfaite sincérité, Orient de Marseille, Région 15

Mots-clefs : Travail, Utilité sociale

Qu'est-ce que le travail au XXIème siècle ?

Le travail est l'activité fondamentale de l'homme pour lui permettre d'assurer ses besoins primaires : se nourrir, se loger, se soigner, se vêtir, se déplacer, se protéger. Le progrès social a élargi son domaine à l'éducation, la culture, le loisir. La pandémie a mis en évidence la mise en première ligne de ceux qui se consacraient à l'urgence du soin (personnels médicaux), ceux qui assuraient le ravitaillement, comme ceux qui continuaient à gérer l'entretien de la ville, et la sécurité, La plupart des entreprises étant fermées, le gouvernement a pris le relais pour financer les salaires.

S'est alors posée la question de la situation de ceux qui assuraient cette urgence car globalement leur nombre comme leur salaire se trouvaient en dessous d'une certaine décence. La question de *l'utilité sociale* et donc *du salaire* a fait émerger l'idée que le rôle social fondamental de ces salariés était plus important que l'approche univoque en termes économiques. L'indignation collective récente sur leurs conditions de travail est née de la peur de mourir. Cette peur diminuant, l'indignation retombe.

Dans une économie libérale où se côtoient des salariés aux statuts publics et privés dont les revenus de base sont proches, l'inégalité flagrante de leur situation pose la question du fonctionnement d'un système. Dans l'entreprise ou l'administration hospitalière notamment, les grilles salariales comme les statuts sont basées sur le niveau d'études plus que sur les compétences, l'implication, le dynamisme, la volonté, ... le don de soi (réussir pour servir). L'entreprise constitue le lieu où s'élabore le « niveau » du salaire en fonction de données économiques, juridiques, fiscales sans que les salariés ne soient associés de quelque manière que ce soit.

La question de *l'utilité sociale* dans une société développée est un sujet difficile car elle appelle un « classement », une « pesée » des travaux considérés comme utiles et ceux qui le seraient moins. Et qui s'en chargerait ? La question doit être abordée en amont par une reconnaissance et une valorisation préalable à une distinction réfléchie de la notion d'utilité sociale, tant dans le secteur privé que public.

L'éducation, la santé, la sécurité, sont, en principe, les trois pôles principaux du service public. Le transfert des méthodes du secteur privé (management, évaluation des performances, ...) au secteur public auquel il est réclamé « des objectifs et des résultats statistiques pour lutter contre son impécuniosité réflexe », ne vont pas dans le sens d'une valorisation de son utilité sociale.

Le libéralisme économique, dans ses nouvelles applications, technologiques, télétravail, « Ubérisations », ... dernières formes du « progrès » n'est pas codifié et ouvre une faille dans la dimension sociale et donc collective du travail, forme élaborée d'une « fausse » liberté du salarié, payé à « la pièce », mal ou non couvert par l'assurance maladie, nouvelle forme d'esclavage vers un retour au XIXème siècle. Tout ce qui nie, ou gomme l'utilité sociale.

De quoi le travail est-il le nom ?

La question du travail fait l'objet de nombreuses études sociologiques, anthropologiques, psychologiques, économiques principalement. L'Homme a besoin d'une mise en sens de son existence. Par un travail qui fait sens, on s'attribue de la reconnaissance à soi-même. Travailler pour quelque chose reconnue par la société, donne le sentiment de faire partie d'un groupe, d'une histoire collective, d'un mouvement. Le travail des soignants faisait vraiment sens quand nous avions collectivement peur, et le soutien social était sans failles. La peur s'estompant, le sens de leur travail

est devenu moins visible, moins prégnant... et le soutien social se fissure. Le service public n'est soutenu que lorsqu'il fait sens pour la société. Il en est de même pour l'utilité sociale. *La juste rémunération, les conditions de travail sont des vecteurs d'une reconnaissance équitable.*

Pour l'économie classique le travail est une variable au même titre que le capital (Cobb-Douglas). Vu sous l'angle sociologique lorsqu'il est salarié il constitue le revenu principal pour 90% de la population dont 47% sont ouvriers ou employés. Comme toute organisation sociale le travail évolue. L'agriculture s'industrialise au détriment de la main d'œuvre et de la qualité, l'industrie recule face aux délocalisations et la concurrence mondiale, le secteur des services explose avec les nouvelles technologies.

Toutes analyses constatent que si l'emploi salarié est dominant, le travail est au cœur des mutations de la société. Il évolue dans des directions contradictoires puisque l'on voit surgir tout à la fois le besoin d'avoir un travail « valorisant », et de « préserver » du temps à la vie privée. S'ajoute l'irruption des nouvelles technologies qui rendent le travail moins pénible mais supprime des emplois. Enfin si le travail appelle de nouveaux emplois qualifiés, les moins qualifiés continuent de tenir des postes peu évolués sans marge de progrès, condamnés aux minimas sociaux, à l'assistanat.

Il y a donc une évolution mal maîtrisée du travail toujours soumis à la « pression » du chômage structurel et qui isole de plus en plus les salariés soumis peu ou prou à une vision économique de « la concurrence libre et non faussée ».

Quelques pistes de réflexion

L'enseignement de l'histoire, du civisme, devrait exposer ce que sont les biens communs, le service public, l'utilité sociale, ... peut-être aussi via le service civique obligatoire. Ainsi articulé, le travail qui prendrait sa part de réponse à ce besoin fondamental de mise en sens individuelle et collective de l'existence, aurait une belle, et double, utilité sociale.

Ouvrir de nouvelles capacités d'intervention pour les salariés sur les orientations et le *fonctionnement des entreprises*. Ces capacités de participation, ouvertes sur la formation, sur la vie de l'entreprise doivent produire un impact sur la reconnaissance des personnels par une gouvernance partagée.

Imaginer que l'utilité sociale, le service du *bien commun*, soit prise en compte, par une révision de sa valorisation, et par *la gouvernance de l'entreprise*. L'un et l'autre peuvent devenir des éléments du progrès social et redonner confiance dans les institutions.

Comment intégrer au revenu universel, le projet de rééquilibrage des revenus, en intégrant la notion d'utilité sociale ?

Les nouvelles technologies, le télétravail, « l'Ubérisation », sont en train de modifier le travail. Le risque est réel de développer une nouvelle forme d'asservissements. Il est impérieux de les maîtriser, les recentrer vers le service des hommes, l'utilité sociale, publique, et non pour des profits financiers sans limite.

- Enseigner, donner sens et reconnaissances, au travail, à l'utilité sociale, au bien commun
- Réformer la gouvernance de l'entreprise incluant une nouvelle participation des salariés
- Intégrer l'utilité sociale au revenu universel
- Encadrer les nouvelles technologies, le télétravail, « l'Ubérisation », contre les nouveaux abus « libéraux », pour l'utilité sociale et publique.